communiqué

Journée nationale d'action inter professionnelle du 9 avril 2015 : succès retentissant !

À l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, plus de 300 000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, se sont réunis dans les 86 rassemblements et manifestations en Province et à la manifestation nationale à Paris. Plus de 120 000 manifestants ont convergé vers la capitale, informés tout au long de la journée des initiatives réussies, comme par exemple à Marseille 45 000, Bordeaux 10.000, Nancy et Nîmes 5000, Digne 1000.

Témoin de la réussite de cette journée, une vieille dame, la Tour Eiffel, a dû fermer ses portes pour la première fois depuis le mouvement social de 2010, signe de la prise en compte massive de cette journée de grève partout dans le pays !

Les manifestants ont exprimé avec enthousiasme et détermination leurs exigences revendicatives en matière de salaire et de pension, d'emploi, d'amélioration des conditions de travail et de la protection sociale, mais aussi pour un développement des services publics qui réponde aux besoins des populations.

Ils ont donc clairement affiché aujourd'hui leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête.

Gouvernement et patronat doivent entendre le message et les exigences sociales exprimées aujourd'hui.

Dans les entreprises et territoires, les différents conflits qui se sont déroulés ces dernières semaines ont tous le même objectif : mettre les revendications des salariés sur la table des négociations sur les lieux de travail. C'est ce qui a permis la dynamique pour ce 9 avril et pour le 1er mai à venir.

Les différentes lois « Sécurisation de l'emploi » ou « Macron », les cadeaux faits au patronat à travers le pacte de responsabilité et le CICE constituent un ensemble de dispositions qui creusent les inégalités et fragilisent la situation des salariés, tandis qu'elles sécurisent les profits des actionnaires !

La mobilisation d'aujourd'hui doit désormais s'amplifier d'ici à la prochaine journée d'action du 1er mai.

Déjà, la CGT a pris à son compte l'appel de la CES de faire du 1er mai 2015, une journée de mobilisation pour réagir aux politiques désastreuses qui menacent de transformer la crise financière en une stagnation de long terme et un chômage structurel élevé. L'objectif sera aussi d'avancer des réponses conjuguant investissements et développement de l'emploi.

Dans ce contexte, la CGT prend dès maintenant les dispositions nécessaires pour créer les conditions unitaires les plus favorables au rassemblement et à l'engagement des salariés actifs, retraités et privés d'emploi.

Continuons dès demain, à construire les revendications avec les salariés dans les entreprises et établissements et portons les ensemble aux employeurs.

Confédération Générale du Travail
263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00
Montreuil 9 avril 2015 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr

SYNDICAT EUROPEEN TRADE UNION
CONFEDERATION

Déclaration de la CES
L'après-élections en Grèce – une opportunité pour l'Europe

Adoptée par le Comité exécutif de la CES lors de sa séance des 10 et 11 mars 2015

Les changements politiques intervenus en Grèce constituent une opportunité non seulement pour ce pays ravagé par la crise mais aussi pour une réévaluation et une révision fondamentales des politiques économiques et sociales de l'UE axées sur une austérité et des réformes structurelles du marché du travail qui ont échoué.

Nous revenons une fois encore sur la critique exprimée maintes fois déjà par la CES : dès le début, les principales conditions auxquelles une assistance financière a été accordée à la Grèce ne méritaient pas le titre de « réformes ». Les milliards d'euros qui ont été versés à la Grèce ont surtout été utilisés pour rembourser la dette existante et stabiliser le secteur financier. Au même moment, le pays était entraîné dans une profonde récession à cause de réductions drastiques des dépenses publiques qui ont fait de la Grèce le pays le plus endetté de toute l'UE. Il en résulte une crise sociale et humanitaire sans précédent en Europe. Un tiers de la population vit dans la pauvreté, l'État-providence est extrêmement affaibli, le salaire minimum a été réduit de 22% et est soumis à des conditions discriminatoires vis-à-vis des jeunes, le système de négociation collective et d'autres protections pour ceux qui travaillent encore ont été démantelés et le poids de la fiscalité a augmenté pour les groupes sociaux économiquement faibles. Le chômage est aujourd'hui de 27% mais le chômage des jeunes atteint plus de 50%. L'accès à l'éducation est limité. De nombreuses personnes n'ont plus les moyens de payer nourriture, électricité, chauffage ou logement. Une partie importante de la population n'a plus d'assurance maladie et n'a accès aux soins médicaux qu'en cas d'urgence. Les résultats des élections sont la conséquence de l'échec de ces politiques.

Mais tout cela n'avait aucun rapport avec les réformes conçues pour s'attaquer aux vrais problèmes de la Grèce. Aucun des problèmes structurels du pays n'a été résolu mais de nouvelles difficultés sont certainement apparues. Les politiques menées étaient faites de réductions et de destructions, pas de reconstruction. De vraies réformes structurelles dignes de ce nom auraient conduit à la création de nouvelles opportunités de développement économique plutôt que pousser une génération de jeunes hautement qualifiés à quitter le pays. De vraies réformes structurelles auraient inclus des tentatives sérieuses pour lutter contre l'évasion fiscale. De vraies réformes structurelles se seraient attaquées au clientélisme et à la corruption dans les marchés publics.

Malheureusement, la récente note des présidents de la Commission, de la BCE, du Conseil et de l'Eurogroupe portant sur la préparation des prochaines étapes d'une meilleure gouvernance économique ne présente aucune perspective de changement de ces politiques manquées.

L'appel lancé par le Président Juncker à l'Eurogroupe pour qu'il agisse pour maintenir l'irréversibilité de l'euro est toutefois bienvenu. Une sortie de la zone euro de la Grèce – ou de tout autre pays – ne ferait que provoquer une crise financière qui serait préjudiciable pour les citoyens ordinaires et les travailleurs.

Il est nécessaire, en Grèce comme dans tous les pays européens, de restaurer un solide système de relations industrielles et de négociation collective et de mettre en œuvre un plan européen d'investissement à grande échelle pour une croissance durable et des emplois de qualité tel que le réclame la CES. L'UE doit également avoir un plan pour s'attaquer au problème plus large de la dette.

Le projet européen doit retrouver sa crédibilité aux yeux de tous les travailleurs en Europe. La CES soutient toute action concrète allant dans ce sens.

ÊTRE CITOYEN AU TRAVAIL COMME DANS LA CITÉ. LE GOUVERNEMENT DOIT CHOISIR LE CAMP DES SALARIÉS !

La négociation nationale interprofessionnelle sur le dialogue social dite sur les « seuils sociaux » s'est terminée le 21 janvier sur un constat de désaccord entre organisations syndicales de salarié-e-s et organisations patronales.

Un revers pour le patronat

Cet échec, c'est le patronat qui en est responsable. D'emblée il a cherché à faire de cette négociation « une grande braderie » des droits des salarié-e-s et de leurs instances représentatives du personnel.

Il entendait :

- supprimer les CHSCT alors que plus que jamais les salarié-e-s ont besoin de cette instance pour améliorer leur vie au travail, prévenir la souffrance et les maladies professionnelles ;

- empêcher les représentants au Comité d'entreprise, au CHSCT, de faire entendre la voix des salarié-e-s sur la marche générale de l'entreprise. Réduire le nombre d'élu-e-s du personnel et éloigner ceux-ci du contact au plus près des salarié-e-s.

Quant aux salarié-e-s des très petites entreprises (4,6 millions), ils restaient les grands oubliés du dialogue social. Le patronat n'entendait pas faire en sorte qu'ils aient des représentants élus avec de réelles prérogatives, siégeant dans des commissions paritaires comme le demandait la CGT et d'autres organisations syndicales.

Dans cette négociation, les syndicats ont été plus forts que le patronat :

- parce que, malgré leurs différences, leurs points d'accords, de convergences et l'intérêt des salarié-e-s ont primé sur les ambitions patronales ;

- parce que des élu-e-s dans les entreprises, des syndicats se sont mobilisés par l'intermédiaire de motions et pétitions, notamment sur la défense et l'avenir des CHSCT. Cela a pesé sur le patronat.

Et maintenant, il faut une loi pour les salarié-e-s et la démocratie sociale.

Pour la CGT, le gouvernement doit prendre ses responsabilités. Il doit résister au Medef qui ne va pas manquer de chercher à obtenir dans la loi ce qu'il n'a pu obtenir par la négociation.

Il faut une loi qui traduise des droits et des moyens pour un dialogue social utile à tous les salarié-e-s et efficace pour le développement économique et social :

- pas un-e salarié-e sans représentant du personnel ;
- des institutions représentatives du personnel au plus près de la réalité du travail, de l'entreprise :
- des droits d'expression nouveaux pour les salarié-e-s sur le contenu et l'organisation du travail ;
- l'amélioration de l'information et de la consultation des salarié-e-s sur la stratégie de l'entreprise ;
- le contrôle et l'évaluation des aides publiques aux entreprises ;
- la création du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de site pour être au plus près de la réalité du travail ;
- des droits pour les salarié-e-s syndiqué-e-s, notamment pour se réunir ;
- la modification des règles de négociation interprofessionnelle pour qu'elles se déroulent à égalité et non sous l'emprise du Medef.

Pour cela, la mobilisation des salariés doit s'amplifier.

Tout d'abord agir là où nous travaillons !

Ne pas rester isolé-e-s dans son rapport avec l'employeur ou la hiérarchie. C'est la première fonction d'un syndicat, c'est l'une des premières raisons pour se syndiquer et être plus fort ensemble.

Nous unir entre salarié-e-s des différentes entreprises du privé et du public.

C'est ce que la CGT propose à travers des actions, à l'échelle professionnelle ou interprofessionnelle, pour faire entendre la voix des salarié-e-s et peser sur les différentes négociations face au gouvernement et au patronat : augmenter les salaires, les retraites, les pensions et les minimas sociaux ; combattre et réduire le chômage ; favoriser la création d'emplois en changeant de politique économique ; développer les droits pour une pleine reconnaissance du travail ; garantir et promouvoir le service public et une protection sociale de haut niveau.

C'est tout le sens de l'appel unitaire à une grande journée de mobilisation et de grève le 9 avril 2015 pour, ensemble, se faire entendre et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils répondent aux revendications.

Plus d'information sur www.cgt.fr

Conception et réalisation : La CGT- Département Information et Communication - MTG 20/02/2015 - Ne pas jeter sur la voie publique

Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM* Prénom*

Adresse*

Code postal* Ville*

Téléphone* Courriel*

Âge Profession

Entreprise (nom et adresse)

Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case G 1, 263 rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 63, courriel : orga@cgt.fr

Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur **www.cgt.fr**